

POLICY BRIEFS : INTRODUCTION

## LES FAMILLES DE RÉFUGIÉS APRÈS LA RECONNAISSANCE : LACUNES ET INNOVATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUES ET DE SOUTIEN

REFUFAM analyse l'impact des politiques gouvernementales sur les trajectoires d'intégration des familles de réfugiés. Ces *Policy Briefs* sont basées sur des entretiens et des discussions de groupe avec 98 membres de familles de réfugiés et avec 99 acteurs de terrains et experts locaux. Par *familles de réfugiés*, nous entendons les familles au sein desquelles au moins une personne bénéficie de la protection internationale, soit en tant que réfugié reconnu, soit au titre de la protection subsidiaire.

En théorie, les politiques belges d'accueil et d'intégration des familles de réfugiés sont rationalisées avec une répartition claire des tâches entre les différents services gouvernementaux. En tant qu'agence fédérale, Fedasil est responsable de l'organisation de l'accueil et de l'orientation des demandeurs de protection internationale pendant leur procédure, en étroite collaboration avec les partenaires de son réseau d'accueil et les municipalités. Une fois que les réfugiés et les membres de leur famille ont obtenu le statut de réfugié, les gouvernements régionaux deviennent responsables de leur parcours d'intégration civique, qui met l'accent sur le fait que les réfugiés doivent apprendre la langue locale, trouver du travail et créer des réseaux sociaux. Tout ce qui est lié à leur processus d'« intégration » au sens

large relève principalement de la compétence des municipalités et des villes. On ne peut être plus clair.

### Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples.

Dans la pratique, les familles de réfugiés se retrouvent dans un labyrinthe de politiques incohérents, mis en œuvre par un large éventail d'acteurs de soutien formels et informels. En Flandre, par exemple, les agences pour l'intégration et l'intégration civique sont chargées de relier certains domaines politiques tels que la langue et l'emploi. Pourtant, d'autres domaines, tels que le logement, l'éducation et le bien-être, restent largement isolés des politiques d'intégration civique mises en œuvre par ces mêmes agences.

Dans la vie des familles de réfugiés, ces domaines sont pourtant intrinsèquement liés : lorsqu'elles doivent déménager plusieurs fois pour trouver un logement stable, cela a des conséquences considérables sur leur capacité à trouver du travail, à poursuivre leurs études et à se constituer un réseau social.<sup>1</sup> Pour les familles avec des jeunes enfants, ces parcours de logement interrompus obligent les enfants à tout recommencer à plusieurs reprises dans une nouvelle école et un nouveau lieu. Même des choses relativement simples, comme s'inscrire à la municipalité pour que le parcours d'intégration civique puisse commencer et que les familles puissent accéder à d'autres services publics, sont ainsi inutilement retardées. En d'autres termes, le cloisonnement de tous ces domaines politiques crée de nombreux obstacles et détours dans les parcours d'intégration des familles de réfugiés.<sup>2</sup>

Ce qui semble simple sur le papier s'avère extraordinairement complexe dans la pratique. En Belgique, les politiques sont réparties entre les gouvernements fédéral, régionaux et locaux, ce qui est complété par une forte autonomie pour les municipalités et les villes - bien que

<sup>1</sup> Beekmans, L., & Geldof, D. (2024). Reconsidering the interrupted housing pathways of refugees in Flanders (Belgium) from a home-making perspective: a policy critique. *Housing Studies*, 39(5), 1129-1151. Zie ook Wyckaert, E., Leinfelder, H., & De Decker, P. (2020). Stuck in the middle: The transition from shelter to housing for refugees. *Transactions of the Association of European Schools of Planning*, 4, 80-94.

<sup>2</sup> Zie van den Bogaard, R. (2022). "Obstakels voor vluchtelinggezinnen in hun toegang tot huisvesting, onderwijs en arbeid", pp.241-254, in: Geldof, D. et al. (2022). *Gezinnen in Migratie: hulpverlening en gezinsbeleid in een superdiverse samenleving*. Garant: Antwerpen, België.

cette autonomie ne soit pas nécessairement soutenue par une structure financière adéquate. Il en résulte des différences au niveaux locaux considérables dans l'aide mise à disposition aux familles de réfugiés, le profil des personnes qui la fournissent, et l'expertise dont disposent les prestataires de services publics pour travailler avec des groupes de nouveaux arrivants différents.

Cette complexité institutionnelle génère **des lacunes dans les politiques et le soutien aux familles de réfugiés**.

Premièrement, ces lacunes se situent entre les objectifs des politiques d'intégration officielles et la réalité dans laquelle les familles de réfugiés tentent de trouver leur voie vers le travail, le logement, l'éducation et la société en général. Alors que les politiques, par exemple, peuvent donner la priorité à l'autonomie économique des nouveaux arrivants, la combinaison - entre autres - d'une attention limitée à la recherche rapide d'un emploi et d'exigences linguistiques strictes sur le marché du travail conduit à des emplois précaires plutôt qu'à des emplois durables. Ce n'est donc peut-être pas une coïncidence si la Belgique obtient encore des résultats relativement faibles par rapport aux autres pays de l'OCDE en termes de l'acquisition d'emploi durable par les nouveaux arrivants.<sup>3</sup>

Deuxièmement, il semble qu'il y ait **un manque de formes intégrées et transversales de guidance à des étapes cruciales de la trajectoire d'intégration des familles de réfugiés**. Dans certaines situations, cela est dû à un mauvais alignement de certains domaines politiques, mais dans d'autres, c'est l'effet des choix politiques qui augmentent les obstacles pour les nouveaux arrivants. Bien qu'il soit largement reconnu, par exemple, que l'absence de logement stable compromet la capacité des personnes à apprendre

une nouvelle langue, à trouver un emploi et à s'assurer que les enfants réussissent et se sentent bien à l'école, il n'existe pratiquement aucune politique visant à fournir un logement, même temporaire, aux familles de réfugiés après la reconnaissance de leur statut. Ensemble, ces deux types de lacunes produisent des politiques qui contredisent leurs objectifs principaux : organiser une politique d'accueil et d'intégration efficace qui renforce effectivement l'autonomie et la participation sociale des familles de réfugiés.

Ces politiques complexes et contradictoires obligent aux familles de réfugiés, et les personnes qui les soutiennent, à trouver **des modes d'organisation, de coopération et d'assistance créatifs**. Les immigrés installés en Belgique depuis plus longtemps, les groupes de bénévoles,<sup>4</sup> les organisations de la société civile<sup>5</sup> et les autorités locales continuent d'improviser pour soutenir les familles de réfugiés lorsqu'elles en ont besoin. Ils les guident dans le dédale des services publics, leur traduisent des documents difficiles à lire, les soutiennent dans leur recherche de logement,<sup>6</sup> inscrivent les enfants à l'école, favorisent les liens sociaux,<sup>7</sup> etc. Une grande partie de cette aide de première ligne n'est pas rémunérée ou, tout au plus, bénéficie d'un financement temporaire basé sur des projets. Malgré toutes les réformes du « secteur de l'intégration » en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, ce « bricolage »<sup>8</sup> spontané d'aide formelle et informelle joue toujours un rôle crucial dans l'accueil et l'intégration des familles de réfugiés et d'autres nouveaux arrivants. Par conséquent, **le rythme et la direction des trajectoires d'intégration des familles de réfugiés dépendent fortement de l'endroit où elles se retrouvent et des personnes qu'elles rencontrent**.

<sup>3</sup> OECD (2023). *Skills and Labour Market Integration of Immigrants and their Children in Flanders*.

<sup>4</sup> Carlier, L. (2024) Working Paper refufam.

<sup>5</sup> Vandevordt, R. (2019). Eroding rights, crafting solidarity? Shifting dynamics in the state-civil society nexus in Flanders and Brussels. *Social Inclusion*, 7(2), 106-117

<sup>6</sup> D'Eer, L., Robeyns, L., & Geldof, D. (2019). Capteren en ontsluiten van inspirerende praktijken inzake werken met vrijwilligers bij woonondersteuning van vluchtelingen: Onderzoeksrapport. *Kenniscentrum Gezinswetenschappen, hogeschool Odisee*

<sup>7</sup> Derluyn, I. (2023). Hier en Ginder. Hoe jonge vluchtelingen ondersteunen. Borgerhoff Lambrechts.

<sup>8</sup> Phillimore, J., Bradby, H., Brand, T., Padilla, B., & Pemberton, S. (2021). *Exploring welfare bricolage in Europe's Superdiverse Neighbourhoods*. Routledge. Voir aussi: Debruyne, P. (2024). Reassembling the right to family reunification for refugees in Belgium through social work practices of welfare bricolage. In *Family Reunification in Europe* (pp. 296-314). Routledge.

L'accueil des personnes temporairement déplacées en provenance d'Ukraine montre qu'il est possible de procéder différemment.<sup>9</sup> En réponse à l'activation par l'UE de la directive sur la protection temporaire, par exemple, la priorité a été donnée à l'accès au logement et à l'éducation, avant de s'orienter progressivement vers l'activation socio-économique et l'intégration civique. De plus, de nombreuses collaborations ont vu le jour entre les acteurs des gouvernements locaux, régionaux et fédéraux, ainsi qu'entre les ONG et les citoyens. Bien qu'il ne faille pas s'enthousiasmer romantiquement pour cet ensemble de politiques exceptionnelles, elles offrent clairement un point de vue à partir duquel nous pouvons repenser les politiques d'accueil et d'intégration habituelles.

Dans ces policy briefs, nous décrivons comment et pourquoi les politiques publiques compliquent parfois les trajectoires d'intégration des familles de réfugiés et d'autres nouveaux arrivants plutôt qu'elles ne les facilitent, et quelles sont les pratiques innovantes qui comblent déjà ces lacunes en matière de politique et d'aide. En s'appuyant sur des recherches universitaires récentes et actuelles, nous proposons **plus de 90 recommandations**. La conclusion est simple : il est possible de « faire de l'intégration » autrement.

Prof. Robin Vandevoordt, Coordinatrice Générale

[Robin.vandevoordt@ugent.be](mailto:Robin.vandevoordt@ugent.be)

## VUE D'ENSEMBLE

Chaque Policy Brief sera disponible en anglais et en français ou en néerlandais.

1. De la protection internationale à l'intégration (FR)
2. Vers un accueil intégré des familles de réfugiés en Flandre (NL)
3. Vers un accueil intégré des familles réfugiées à Bruxelles et en Wallonie (FR)
4. Leçons apprises de l'accueil des personnes temporairement déplacées d'Ukraine (NL)
5. Le logement : première étape dans la trajectoire d'intégration des familles de réfugiés ? (FR)
6. Education : entrer et sortir d'OKAN (NL)
7. Emploi durable (NL)
8. La langue et le chemin vers le travail (NL)
9. Langue et services publics (NL)
10. Regroupement familial (NL) (à venir)

## AUTRES LECTURES

- Adam, I., Martiniello, M., & Rea, A. (2018). Regional divergence in the integration policy in Belgium: One country, three integration programs, one citizenship law, pp. 235-256. In Adam, I., Alarcon-Henriquez, A., Berry, J.W., Bonjour, S., Bribosia, E., Burns, R., Caponio, T., Crepeau, F., Martiniello, M., Mourão Permoser, J. and Oppenheimer, D. Eds. *Governing diversity. Migrant integration and multiculturalism in North America and Europe*. Brussels: Editions ULB.

<sup>9</sup> Zie onder meer [Vlaanderen Helpt Oekraïne](#) en onze Policy Brief over Lessen uit het onthaal van tijdelijk ontheemden uit Oekraïne. Voir, par

exemple, [Vlaanderen Helpt Oekraïne](#) et notre Policy Brief 4, sur les leçons tirées de l'accueil des personnes temporairement déplacées d'Ukraine.

- Beeckmans, L., & Geldof, D. (2024). Reconsidering the interrupted housing pathways of refugees in Flanders (Belgium) from a home-making perspective: a policy critique. *Housing Studies*, 39(5), 1129-1151.
- Debruyne, P. (2023) *Gezinshereniging onder druk*. Berchem: Uitgeverij EPO.
- D'Eer, L., Robeyns, L., & Geldof, D. (2019). *Capteren en ontsluiten van inspirerende praktijken inzake werken met vrijwilligers bij woonondersteuning van vluchtelingen: Onderzoeksrapport*. Kenniscentrum Gezinswetenschappen, hogeschool Odisee.
- Desmet, E. (2023) *Migratierecht: tussen mens en staat*. Lannoo Meulenhoff-Belgium.
- Derluyn, I. (2023). *Hier en Ginder. Hoe jonge vluchtelingen ondersteunen*. Borgerhoff Lambrechts.
- Fournier, K., Van Acker, K., Geldof, D., & Heyerick, A. (2022). *Kind zijn in een asielcentrum: Kansen versterken voor gezinnen na de vlucht*.
- van den Bogaard, R. (2022). Obstakels voor vluchtelingengezinnen in hun toegang tot huisvesting, onderwijs en arbeid, pp.241-254. In: Geldof, D. et al. Eds. *Gezinnen in Migratie: hulpverlening en gezinsbeleid in een superdiverse samenleving*. Antwerp: Garant.
- Vandevordt, R. (2019). *Eroding rights, crafting solidarity? Shifting dynamics in the state-civil society nexus in Flanders and Brussels*. *Social Inclusion*, 7(2), 106-117.
- Vandevordt, R., & Verschraegen, G. (2019). Citizenship as a gift: How Syrian refugees in Belgium make sense of their social rights. *Citizenship Studies*, 23(1), 43-60.
- Westerveen, L., & Adam, I. (2019). Monitoring the impact of doing nothing: New trends in immigrant integration policy. *Ethnicities*, 19(1), 20-43.